



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service interministériel d'animation
des politiques publiques
Pôle environnement
et transition énergétique**

**Direction départementale de la protection
des populations
Sécurité de l'environnement industriel**

Arrêté inter-préfectoral n° 41-2021-07-23-00002 du 23 juillet 2021

portant mutation de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire et des installations de transit et de traitement de matériaux de la société LafargeHolcim Granulats à la Société des Matériaux de Beauce (SMB), sises sur le territoire des communes de VILLERMAIN (41) et de BACCON (45), aux lieux-dits : « Les Grands Réages », « L'Espérance » et « Vallée de Thorigny ».

**LA PRÉFÈTE DU LOIRET,
Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur,**

**LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, notamment l'article R. 516-1 ;

Vu le code minier ;

Vu le titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive ;

Vu le décret du président de la République du 10 février 2021 nommant madame Régine ENGSTRÖM, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts de classe exceptionnelle, préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu le décret du Président de la République du 6 janvier 2021 nommant en conseil des ministres monsieur François PESNEAU, préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2021 portant délégation de signature à monsieur Nicolas HAUPTMANN, secrétaire général de la préfecture de LOIR-ET-CHER ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2021 portant délégation de signature à monsieur Benoît LEMAIRE, secrétaire général de la préfecture du LOIRET ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 41-2016-10-17-003 du 11 octobre 2016 autorisant la société LAFARGE GRANULATS FRANCE à exploiter une carrière sur le territoire des communes de VILLERMAIN (41) et de BACCON (45) aux lieux-dits : « Les Grands Réages », « L'Espérance » et « Vallée de Thorigny » ;

Vu le courrier du 11 décembre 2017 de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS déclarant le changement de raison sociale de la société LAFARGE GRANULATS FRANCE qui devient LAFARGEHOLCIM GRANULATS ;

Vu la demande du 14 octobre 2020 présentée par monsieur Benjamin CLOCHARD, agissant en qualité de directeur général de la Société des Matériaux de Beauce (SMB), en vue d'obtenir la mutation au profit de la Société des Matériaux de Beauce, de l'autorisation accordée à la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS, portant sur l'exploitation d'une carrière de calcaire et d'installations de transit et de traitement de matériaux, sises aux lieux-dits : « Les Grands Réages », « L'Espérance » et « Vallée de Thorigny » sur le territoire des communes de VILLERMAIN (41) et de BACCON (45) ;

Vu les pièces annexées à ladite demande ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 17 mai 2021 ;

Considérant que le pétitionnaire apporte les garanties suffisantes à la poursuite de l'exploitation de la carrière et des installations annexes de broyage et de transit de matériaux ;

Considérant que les conditions d'exploitation et de remise en état seront inchangées ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation dans le délai imparti ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de LOIR-ET-CHER et du LOIRET ;

ARRÊTENT

Article 1 : Modification de l'article 1.1.1. de l'arrêté inter-préfectoral du 11 octobre 2016

Le premier alinéa de l'article 1.1.1 de l'arrêté inter-préfectoral n° 41-2016-10-17-003 du 11 octobre 2016 susvisé est remplacé par :

La Société des Matériaux de Beauce (SMB), dont le siège social est situé à « La Michellerie », 28150 PRASVILLE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de VILLERMAIN (41) et de BACCON (45), aux lieux-dits « Les Grands Réages », « L'Espérance » et « Vallée de Thorigny », les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 : Échéances

Les dispositions de l'article I sont applicables avec un effet rétroactif à compter du 25 janvier 2021.

Article 3 : Notification de la constitution des garanties financières

Dans le mois qui suit la notification du présent arrêté à la Société des Matériaux de Beauce (SMB), cette dernière transmet au préfet avec copie à l'inspection des installations classées, le document attestant de la constitution des garanties financières à son profit, pour un montant de 291 849 € (ce montant correspondant au montant de l'acte de cautionnement en cours au profit de la société LafargeHolcim Granulats : acte de cautionnement solidaire Atradius du 15 mars 2018, validité du 1^{er} janvier 2018 au 1^{er} décembre 2021) établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de VILLERMAIN (41) et à la mairie de BACCON (45) et pourra y être consultée par les personnes intéressées. IL sera affiché dans ces deux mairies pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressée par les soins des maires.

Article 5 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à la Société des Matériaux de Beauce (SMB) par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il sera inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de LOIR-ET-CHER et du LOIRET et publié sur les sites internet des services de l'État du LOIR-ET-CHER et du LOIRET pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie sera adressée :

- aux maires de VILLERMAIN et de BACCON,
- à la sous-préfète de VENDÔME,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

Article 6 : Exécution

Les secrétaires généraux des préfectures de LOIR-ET-CHER et du LOIRET, les maires de VILLERMAIN et de BACCON, la sous-préfète de VENDÔME, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait le **23 JUL 2021**

Pour le préfet de LOIR-ET-CHER et
par délégation,
Le secrétaire général,


Nicolas HAUPTMANN

Pour la préfète du LOIRET et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le secrétaire général adjoint


Christophe CAROL

Délais et voies de recours en page suivante

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à :
 - M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;
 - Mme la Préfète du Loiret – 181 rue de Bourgogne – 45042 ORLÉANS cedex 1,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessous.

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr